OEA/Ser.W

CIDI/INF. 439/21

16 juillet 2021

Original: anglais

DOCUMENT DE RÉFLEXION

Réunion ordinaire du

Conseil interaméricain pour le développement intégré (CIDI)

27 JUILLET 2021

THÈME : **LES TRANSITIONS ÉNERGÉTIQUES NATIONALES COMME MOTEURS DE LA RELANCE DES ÉCONOMIES EN GÉNÉRAL**

1. **Contexte et justification**

Les transitions énergétiques en Amérique latine et dans les Caraïbes ont fait des progrès considérables au cours des dix dernières années, dépassant les attentes. Cependant, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour transformer le secteur énergétique régional et le faire passer d'une énergie fossile à une énergie nette zéro. Au cours des vingt prochaines années, les Amériques auront besoin de nouvelles technologies et de capitaux d’une ampleur colossale pour répondre à la croissance de la demande, renforcer la sécurité énergétique et respecter les engagements climatiques pris dans le cadre de l'accord de Paris. En 2040, la demande d'électricité aura doublé, l'hydroélectricité et le gaz naturel resteront dominants dans la matrice de production, la participation des énergies renouvelables variables sera plus importante (de 2 % en 2014 à 11 % en 2040), et le fioul et le charbon continueront à jouer un rôle dans le bouquet énergétique.

Selon les données de la Banque interaméricaine de développement, la région aura besoin de 408 gigawatts supplémentaires de nouvelles capacités au cours des vingt prochaines années (138 gigawatts de gaz naturel et 270 gigawatts de sources renouvelables), pour un coût moyen de 24 milliards de dollars par an. En outre, d'ici 2040, plusieurs actifs énergétiques arrivant en fin de vie devront être remplacés pour un coût estimé à 177 milliards de dollars. D'autre part, l'expansion et la modernisation des réseaux électriques pour répondre aux besoins des nouveaux utilisateurs finaux et de la mobilité électrique nécessiteront près de 80 milliards de dollars. Si ces estimations sont exactes, la région aura besoin d'investissements annuels dans les infrastructures énergétiques durables de l'ordre de 36,85 milliards de dollars d'ici à 2040 pour mettre en œuvre les transitions énergétiques dans la seule production.

Les budgets nationaux ne disposent pas de la marge de manœuvre nécessaire pour fournir le niveau de soutien financier requis et ainsi financer l'intégralité de la modernisation et de la décarbonisation du secteur de l'énergie. En outre, le fort déclin économique enregistré en 2020 à la suite de la pandémie de COVID-19 rend nécessaire la mise en œuvre d'une approche pangouvernementale afin que tous les secteurs de l'économie puissent contribuer de manière significative à la relance. À cet égard, les efforts nationaux visant à atténuer les dommages économiques causés par la COVID-19 devraient être transformés en un catalyseur vert.

Les capitaux du secteur privé et les solutions technologiques sont essentiels pour réussir à cet égard. Il est à la fois nécessaire et possible pour le secteur privé de contribuer à transformer la transition énergétique de la région en investissements dans des infrastructures intelligentes sur le plan climatique qui contribuent à la relance de l'économie au sens large. Par conséquent, la résolution du problème du changement climatique nécessitera l'ultime partenariat public-privé.

Les politiques, lois et règlements favorables sont essentiels pour tirer parti des capitaux et des technologies. Les chefs d'entreprise doivent prendre part à la conversation en cours sur la manière d'aligner le financement et l'innovation sur la transition vers un secteur de l'énergie durable et nette zéro.

1. **Objet de la réunion**

La réunion sur l'énergie se concentrera sur les étapes essentielles pour soutenir les transitions énergétiques nationales à travers les Amériques, et sur des exemples de technologies innovantes qui peuvent aider à atteindre cet objectif.

Parmi les questions spécifiques à examiner figurent les étapes nécessaires à la transition énergétique à court, moyen et long terme. Quels types de partenariats, de politiques et d'investissements sont nécessaires ? Quelles sont les sources d'énergie propres qui peuvent ouvrir la voie à la transition énergétique ?

Les questions posées aux États membres comprendront les suivantes :

a) Quelles sont les solutions d'innovation et de technologie disponibles dans votre pays pour réaliser une transition énergétique propre ? Pouvez-vous partager des ressources, des technologies et des bonnes pratiques pour réaliser la transition énergétique ?

b) Quelles sont les lacunes ou difficultés de votre pays en matière de transition énergétique ?

c) Quelle offre de coopération votre pays peut-il proposer ? Existe-t-il des innovations ou des solutions technologiques déployées avec succès dans votre pays pour soutenir la transition énergétique propre ?

1. **Pertinence pour le Secrétariat exécutif au développement intégré (SEDI)**

Renforcer la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) conformément au Programme interaméricain de développement durable (PIDS) (2016-2021)

Soutenir les efforts des États membres visant à relever le défi des transitions énergétiques dans le contexte de la COVID-19.

1. **Mandats de l’OEA**

La résolution AG/RES. 2955 (L-O/20) charge le SEDI « de continuer à aider l’ECPA dans les efforts qu’il déploie pour soutenir les États membres dans le développement des énergies renouvelables et du gaz naturel ainsi que d’options possibles pour mettre en place des infrastructures transfrontalières et intersectorielles ainsi que des services énergétiques, en diversifiant les sources et la distribution géographique pour produire l’électricité et protéger les communautés contre les défaillances du réseau électrique causées par des catastrophes ».

La résolution AG/RES. 2904 (XLVII-O/17) charge le Secrétariat général « de continuer à promouvoir, dans la mesure où les ressources le permettent, le dialogue régional entre les États membres et entre les secteurs public et privé en vue de créer des systèmes énergétiques fiables, moins polluants, plus abordables, renouvelables et durables, qui facilitent l’accès à l’énergie et à des technologies et pratiques à haut rendement énergétique, ainsi que de continuer à encourager des partenariats qui favorisent une coordination accrue entre bailleurs de fonds, un accès volontaire à l’information et un échange de connaissances, à des conditions et modalités convenues d’un commun accord, pour une mise en œuvre plus efficace des stratégies régionales en matière d’énergie renouvelable ».

La Charte de l'OEA charge le CIDI de promouvoir la coopération entre les États membres de l'OEA afin de parvenir au développement intégré et, en particulier, de contribuer à l'élimination de la pauvreté absolue. La Charte charge également le CIDI de « promouvoir, coordonner et confier l'exécution des programmes et projets de développement aux organes subsidiaires et aux organismes pertinents, [...] en s'inspirant des priorités fixées par les États membres dans des domaines tels que [...] le développement économique et social y compris le commerce, le tourisme, l'intégration et l'environnement ».

Le Programme interaméricain de développement durable (PIDS) charge le Secrétariat général, par l’intermédiaire du SEDI, de collaborer avec les autorités des États membres chargées du développement durable et de coordonner ses activités avec d’autres entités et organisations internationales. Le PIDS définit des actions stratégiques visant à assurer que le travail du Secrétariat général en matière de développement durable s’inscrit dans le droit fil de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l’horizon 2030 et de l’Accord de Paris sur les changements climatiques et que ses objectifs et résultats sont guidés par les objectifs de développement durable adoptés par les États membres et contribuent à leur réalisation.

Selon le PIDS, le travail du Secrétariat général devrait contribuer directement à soutenir les États membres dans leurs efforts pour atteindre l'ODD 7 : « Garantir l’accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable » et les cibles connexes comprises dans d’autres ODD du Programme 2030 et leurs composantes transversales.

1. **Structure de la réunion**

Panélistes invités :

* Jorge Rivera Staff, Secrétaire national de l'énergie du Panama
* Damilola Ogunbiyi, PDG et Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour l'énergie durable pour tous et coprésidente d'ONU-Énergie
* Juan Ignacio Rubiolo, Président du Groupe de travail sur l'énergie de l'Americas Business Dialogue (ABD) et Président d'AES pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes

1. **Résultats de la réunion**
2. Faciliter le processus d'engagement dans le but de favoriser les partenariats et les alliances entre les gouvernements et les partenaires multisectoriels en vue de résoudre les problèmes scientifiques et technologiques liés à l'énergie et au changement climatique.
3. Établir un lien entre les priorités énergétiques des États membres de l'OEA et les solutions en matière de science, d'innovation et de technologie pour répondre aux divers besoins des pays et faire progresser la collaboration dans le cadre de la Sixième Réunion des ministres et hauts fonctionnaires chargés de la science et de la technologie (VIe REMCYT) autour d'offres concrètes de collaboration visant à combler les lacunes et les besoins existants.

CIDRP03251F04